

Contre le virus du libre-échange¹

Construire un « monde d'après », respectueux des peuples et de la planète passera par la rupture avec la logique actuelle des accords de libre-échange, qui organisent la mondialisation sauvage au seul profit des multinationales.

Parmi celles et ceux qui télétravaillent en ce moment à Bruxelles, certains ont pour mission de préserver le monde d'avant, sans se soucier du monde d'après. C'est le cas du Commissaire européen au Commerce, l'Irlandais Phil Hogan. Avec son équipe, ce dernier négocie par caméras interposées des traités de libre-échange pour le compte de tous les Etats Membres européens, dont la Belgique (1). Ces discussions, hautement politiques, ont lieu à huis clos, loin du regard des peuples pourtant concernés au premier chef.

Pour Phil Hogan, la messe est dite. ***“Nous avons besoin de davantage de libre-échange, pas de moins”*** a-t-il insisté au cours d'un entretien accordé le 6 mai. Cette assertion fait largement l'impasse sur la faillite patente du modèle libre-échangiste constatée lors de la crise sanitaire actuelle. Contre l'acharnement d'une certaine oligarchie à perpétuer un ordre mondial inégalitaire, nous estimons au contraire urgent de penser les échanges de demain sans reproduire les travers d'hier.

La mondialisation actuelle est l'arme des multinationales contre les citoyens...

Aujourd'hui, le monde est le terrain de jeu des multinationales. **Elles délocalisent leurs usines là où les lois sociales sont inexistantes, les mouvements syndicaux criminalisés, les salaires misérables, les impôts bas et où les lois protègent le moins l'environnement.** L'alarmante pénurie de médicaments à laquelle la crise sanitaire nous a confrontés n'a pour autre origine que le processus massif de délocalisation de la production de principes actifs. Ceux-ci sont actuellement importés de Chine et d'Inde à 80 %, contre 20 % il y a trente ans. De plus, les industries pharmaceutiques, fortes de leurs droits de propriété intellectuelle et du secret des affaires, tous deux protégés par les traités de commerce, disposent d'un monopole sur certains médicaments dont ils refusent de partager les informations pour trouver un remède au coronavirus (2).

Cette situation aberrante du point de vue de l'intérêt général découle directement des traités de commerce européens et internationaux négociés et signés ces trente dernières années.

Demain, la priorité devra être donnée aux productions locales, industrielles, agricoles et tertiaires qui créent des emplois décents, paient leurs impôts et sont au plus proche des consommatrices et consommateurs. La marchandisation du commun et des services publics encouragée par les Accords de libre-échange devra cesser, et le respect des normes environnementales et sociales primer sur la satisfaction des intérêts des actionnaires. La mise en concurrence mortifère entre travailleurs à travers le monde, créatrice de misère et de ressentiments entre peuples et nations, doit céder le pas à des rapports de solidarité et de coopération.

... et celle des pays riches contre les pays pauvres

Aujourd'hui, le commerce n'est pas libre. Comme le souligne l'économiste Thomas Porcher ***“le libre-échange est avant tout un jeu inégal de domination”***. Ainsi, depuis quelques semaines,

¹ Carte blanche proposée par Attac en date du 15 mai 2020

l'Europe ferme ses frontières à l'exportation de matériel médical nécessaire pour protéger les soignants de la Covid 19 et soigner les patients. Cette situation a des conséquences morbides pour les États voisins des Balkans et pour les pays en voie de développement.

Demain, les règles du commerce doivent être réinventées. L'économie se doit d'être relocalisée et fondée sur l'échange équitable avec nos voisins. Les politiques devront intégrer la différence de besoins et de moyens des pays les plus pauvres. Nous échangerons sans imposer la loi du plus fort aux plus faibles.

La privatisation de la justice

Aujourd'hui, par la faute des traités de commerce et d'investissement, les entreprises peuvent demander des millions et même des milliards aux États lorsque ces derniers adoptent des lois sociales ou environnementales. Toute réglementation qui nuirait à leurs profits peut en effet finir devant un tribunal privé, où les avocats et les arbitres, complices des grandes entreprises, déposent les collectivités et hypothèquent leur développement, leur bien-être et leur avenir.

Aujourd'hui, des cabinets conseillent déjà aux entreprises de recourir à ces tribunaux pour obtenir des compensations colossales, en plus de celles déjà mises en place, suite aux mesures gouvernementales pour lutter contre la Covid 19 (3). Ce alors même que l'éradication des espaces sauvages par les multinationales sont l'une des causes principales, pointées du doigt par l'ONU, dans la transmission de virus inconnus à l'humanité (4).

Demain, ces tribunaux devront être supprimés. Si des arbitrages internationaux doivent avoir lieu, ils ne pourront en aucun cas cibler les tentatives des collectivités de protéger leurs citoyens, mais devront au contraire prémunir celles-ci des abus des grandes entreprises.

Aujourd'hui, nous sommes fragiles face à ce virus, mais nous le serons plus encore devant le changement climatique.

Ensemble, nous pouvons reprendre le pouvoir sur les discussions commerciales. Le commerce peut et doit se mettre au service du développement humain, ici et dans le monde entier, et à la protection de la nature.

Oublions le fonctionnement au moindre coût de courts termes, l'avantage comparatif et les chaînes de production globales et créons une agriculture et une industrie locales, solidaires, respectueuses, tournées vers le long terme et la coopération plutôt que sur la compétition.

(1) <https://www.mediapart.fr/journal/international/190420/bruxelles-l-epidemie-n-pas-encore-mis-mal-le-dogme-du-libre-echange>
<https://www.theguardian.com/commentisfree/2020/apr/02/coronavirus-vaccine-big-pharma-data>
<https://longreads.tni.org/pandemic-profiteers/>

(2) <https://www.theguardian.com/commentisfree/2020/apr/02/coronavirus-vaccine-big-pharma-data>

(3) <https://longreads.tni.org/pandemic-profiteers/>

(4) https://www.rtb.be/tendance/green/detail_pandemie-s-l-interference-de-l-homme-sur-la-biodiversite-en-cause?id=10486318

«Game Changer», l'hommage de Banksy aux personnels soignants



Une œuvre de Banksy a été installée dans un hôpital de Southampton et sera vendue aux enchères au profit du système de santé britannique. L'œuvre en noir et blanc du célèbre street artist britannique représente un garçonnet en salopette, à genoux, brandissant la poupée d'une super-héroïne, une infirmière portant cape, masque et tablier orné d'une croix rouge, seule touche de couleur. Dans une corbeille près de l'enfant, on aperçoit Batman et Spiderman, délaissés. © BANSKY INSTAGRAM PA

Un front social, écologique et démocratique pour réinventer l'avenir

I. Comment en sommes-nous arrivés là ?

Une crise, qu'elle soit économique, politique, sanitaire, est toujours l'occasion d'une confrontation des récits. En fonction d'où nous parlons, de ce que nous représentons, de notre situation sociale, nous ressentons et racontons différemment les causes, le déroulement ou les conséquences de la pandémie liés au Coronavirus.

En 2008, le monde progressiste dans sa large diversité a perdu cette bataille des récits. Les inégalités économiques croissantes et la mauvaise gestion des banques n'ont pas été considérées durablement comme les causes de la crise. Rapidement, on a voulu nous faire croire que la crise bancaire et la dette privée étaient une « crise de la dette publique ». Ce mensonge a déterminé l'évolution économique, sociale et démocratique de l'Europe notamment. Les dispositifs de protection sociale, les services publics ou encore la culture, jugés trop chers, ont été sommés de se serrer la ceinture. Cette nouvelle cure d'austérité a fait des ravages dans notre système de santé, nos services publics et notre sécurité sociale, et a préparé les crises suivantes avec le macabre résultat que nous connaissons aujourd'hui. Elle a par contre permis aux milieux d'affaires, aux actionnaires, aux banques, aux multinationales, aux spéculateur-trices, d'accumuler des centaines de milliards et de renforcer leur pouvoir sur la société et sur nos vies.

Avec la pandémie de Coronavirus, la bataille du récit connaît un nouvel épisode.

Le monde progressiste ne peut se permettre un nouvel échec, car nos services publics et notre sécurité sociale sont largement fragilisés par la décennie écoulée et parce que les basculements écologiques en cours nous promettent malheureusement de nouvelles catastrophes. De plus, le Coronavirus révèle, encore plus peut-être que les crédits « *subprimes* », les contradictions fondamentales du capitalisme. Défendre un récit de ce qui s'est passé et de ce qui se passe n'est pas qu'une affaire de morale ou de sincérité : c'est d'abord un problème d'intérêts divergents (ceux des travailleurs et des travailleuses ne sont pas ceux des rentier-ières) : **le récit qui s'imposera transformera le monde – en bien ou en mal.**

La pandémie et le confinement confirment plusieurs choses :

1. Quand vient le moment d'assurer les besoins vitaux et la continuité de nos sociétés, ce n'est pas sur les entreprises multinationales et les acteur-trices dominant-es du système financier et boursier que nous pouvons compter. Au contraire, ces acteur-trices du néolibéralisme flamboyant, si prompts à donner des leçons de bonne gouvernance aux administrations publiques depuis des décennies, viennent demander de l'aide à la collectivité afin que celle-ci prenne en charge leurs pertes, de préférence inconditionnellement.
2. La sécurité sociale, le logement social, les services publics – y compris l'enseignement – et le secteur non-marchand sont des dispositifs irremplaçables pour surmonter les crises, pour lutter contre les inégalités et, plus généralement, pour vivre dans une démocratie réelle qui, rappelons-le, inclut aussi la dignité humaine pour toutes et tous.
3. Ce sont des travailleuses et des travailleurs mal payé-es et mal considéré-es dans la classification néolibérale des métiers qui sont les plus utiles à la société. Et que – sans surprise – ces métiers mal payés sont très largement occupés par des femmes. Ce sont

en effet le corps médical au sens large, les infirmier·ères, les aide-soignant·es, les gardes d'enfants, les salarié·es des services chômage, les caissier·ères, les magasinier·ères, les nettoyeur·euses, les coursier·ères et les livreur·euses, les chercheur·euses, les éboueur·euses, les agent·es de gardiennage, les paysan·nes ou encore les sans-papiers qui – comble du cynisme – retrouvent pour certain·es une « utilité économique », etc. qui affrontent le virus en première ligne et permettent à notre société de tenir debout. Les traders, les spéculateur·trices, les rentier·ères ou les actionnaires brillent par leur inutilité. Et lorsqu'il·elles donnent leur avis, c'est pour relancer les secteurs essentiels, non pas à la vie, mais à leurs profits, au mépris de la santé.

4. Les grands engagements pris pour la solidarité internationale, le climat ou la transition énergétique sont rapidement jetés par-dessus bord dès qu'une nouvelle crise économique se présente. Plusieurs gouvernements et lobbys de multinationales ont déjà demandé de renvoyer aux calendes grecques les objectifs de Paris : aucun n'a proposé de renvoyer à 2050 le prochain versement de dividendes ou le prochain accord de libre-échange...
5. L'agriculture intensive et la destruction des milieux de vie (par la déforestation, entre autres) produisent de plus en plus d'épidémies. La (sur)production basée sur les flux tendus et le grand déménagement du monde est un système d'approvisionnement destructeur de la vie, très fragile et intenable au niveau planétaire.
6. La concentration du pouvoir économique et politique entre les mains de quelques grands actionnaires et de la direction de quelques partis politiques nous mène systématiquement au désastre. Ces institutions ne sont pas prêtes à faire face aux défis à venir, et elles viennent une nouvelle fois de le prouver. Au contraire, c'est principalement le dévouement du personnel des services publics (au sens large) et la solidarité entre les gens qui permettent aujourd'hui de fournir des masques, d'aider les personnes oubliées, d'assurer une continuité dans l'éducation des enfants... C'est la démocratie et l'engagement collectif de toutes et de tous qui nous sauvent, pas les pouvoirs spéciaux ou la restriction de nos libertés fondamentales.

La question aujourd'hui n'est plus de savoir qui a tort, qui a raison, tant la réponse est évidente. La vraie question est de savoir comment bâtir et défendre ensemble le bien commun. Pour ce faire, il est essentiel d'organiser dès aujourd'hui le débat et la concertation des forces d'émancipation pour permettre à nos récits de se propager pour changer les rapports de force en faveur de la majorité de la population.

II. Débattre des priorités fondamentales²

Le plus facile est sans doute d'affirmer sans détour ce que **nous ne voulons pas** – mais qui risque pourtant bien d'arriver si nous laissons faire :

- Non, ce n'est pas **aux travailleur·euses (avec ou sans emploi) ni aux personnes déjà précarisées** de payer cette crise (sur leurs salaires, leur temps et conditions de travail, leurs conditions de logement, leurs droits et libertés, leurs aides sociales...);
- Non, **la sécurité sociale, les services publics** et les fonctions collectives vitales en général (santé, social, enseignement, éducation permanente, culture) ne peuvent être rabaissés ;
- Non, les (trop) timides efforts pour répondre à **l'urgence écologique** ne peuvent pas être abandonnés ;
- non, **les libertés civiles, les droits des femmes, les droits des minorités, le droit à un logement décent, l'accueil des personnes migrantes, les droits culturels** ne peuvent pas être davantage détruits.

² Cette partie se structure comme suit : 4 « Non » ; 4 principes généraux ; 4 propositions concrètes à débattre.

À l'inverse de ces 4 risques très réels, nous sommes d'accord sur 4 principes généraux.

1. Mettre l'égalité et la dignité au cœur du projet

La Belgique est un des pays les plus riches de la planète, et l'article 23 de notre Constitution garantit à chacun-e le droit à une vie digne. On était pourtant déjà très loin du compte avant la crise du Coronavirus. Les inégalités ont explosé depuis 30 ans : 1 enfant sur 4 grandit dans une famille pauvre, 15% des Belges vivent avec moins de 1.000 euros par mois et 48% des travailleur-euses belges sont pauvres ; 400.000 ménages sont en situation de précarité énergétique, les femmes continuent à être largement discriminées à de multiples égards, un nombre croissant de personnes sont mal logées ou à la rue, les personnes en situation de handicap sont victimes de ségrégation, des êtres humains survivent sans papiers et d'autres sont enfermés pour cette raison... **L'égalité réelle et la dignité** doivent constituer les éléments fondamentaux pour repenser notre système. Afin d'avancer dans cette direction, une autre distribution de la richesse produite ainsi qu'un renforcement de la sécurité sociale sont fondamentales.

2. Prendre soin de notre planète

Longtemps avant le Coronavirus, notre santé souffrait durement de la dégradation des conditions écologiques : dérèglement climatique, pollution de l'air, pesticides, paysages dévastés, extinction massive de la biodiversité favorisant les pandémies... Même s'il est trop tard pour éviter certaines catastrophes, il n'est pas trop tard pour en limiter l'ampleur et engager une **véritable transition écologique juste**. Cette transition passe nécessairement par une transformation radicale de nos modes de production et d'échanges. La situation présente nous invite à valoriser les activités essentielles (dont les activités régénératrices comme l'agriculture paysanne), dévaloriser les activités destructrices et faciliter les reconversions entre les deux.

3. Vers une démocratie réelle

Le droit de vote universel, la liberté d'expression, le droit de se réunir et d'agir et le multipartisme sont des caractéristiques essentielles de la démocratie. Mais elles ne sont pas suffisantes pour pouvoir parler de démocratie réelle. Les élu-es respectent-ils-elles leurs engagements ? La séparation des pouvoirs n'est-elle pas de plus en plus mise à mal ? Les grands lobbys n'influencent-ils pas impunément les orientations prises ? Les marchés financiers ne dictent-ils par leurs lois ? Notre parlement est-il suffisamment représentatif ? Les politicien-nes corrompu-es sont-ils-elles écarté-es du pouvoir ? Le vote blanc est-il reconnu ? Le rôle social et démocratique de la culture est-il apprécié à sa juste valeur ? Les citoyen-nes peuvent-ils-elles intervenir sur les décisions importantes qui n'ont jamais été discutées auparavant ? Voulons-nous réellement vivre dans une société où chaque geste et chaque mouvement est surveillé et contrôlé, au mépris de nos libertés fondamentales ?

Nous ne pouvons nous contenter de cette petite dose de démocratie et nos droits démocratiques ne peuvent en aucun cas devenir des variables d'ajustement. Les propositions, mais aussi les pratiques concrètes de terrain pour approfondir la démocratie sont nombreuses et il est fondamental d'en tenir compte.

4. Solidarité internationale

Parce qu'il est stupide et vain de vouloir changer le monde sur le dos de son-sa voisin-e, nous nous inscrivons radicalement dans une perspective internationaliste. La guerre économique et l'exigence de compétitivité, ça suffit ! Il s'agit d'une impasse, d'un modèle qui tire le monde entier vers le bas, avec des injustices encore plus criantes dans certaines régions

et pour certaines catégories des populations. Tout comme l'enjeu des migrations ou celui du climat, la pandémie actuelle montre avec force et simplicité que nous avons besoin de relations internationales basées sur la **coopération et la solidarité**, et non pas sur des marchés concurrentiels ou sur des traités de libre-échange.

*

Ces 4 grands principes peuvent sans doute recueillir un large consensus parce qu'ils sont généraux : c'est leur force et leur faiblesse. Ce n'est pas avec des principes seuls, mais avec des propositions concrètes, stratégiquement pensées et appliquées dans la diversité en fonction des réalités vécues, que nous pèserons sur notre destin d'après-Corona. Nous voulons donc **mettre en débat 4 priorités politiques**.

Bien entendu, nous ne partons pas d'une page blanche : de multiples propositions alternatives portées par des mouvements sociaux et citoyens étaient et sont toujours d'actualité. D'autres émergent face à l'urgence sanitaire ou aux leçons durement apprises depuis 3 mois. Un front populaire n'a pas pour vocation d'émettre des exclusives, il est logique et désirable que coexistent des revendications multiples. Notre préoccupation est de dégager quelques revendications fondamentales qui permettront aux mouvements, collectifs, propositions et agendas de se renforcer mutuellement autour de ces priorités afin de créer les conditions d'une société plus égalitaire, plus écologique et plus démocratique.

4 propositions politiques fortes :

2 propositions pour **créer des moyens budgétaires massifs**, et 2 propositions pour les **utiliser pour le bien commun** :

1. **Dégager massivement de nouvelles ressources** en remettant en cause les politiques budgétaires et monétaires qui empêchent de recourir à la dépense publique à des fins d'investissements nécessaires à la collectivité.
2. **Faire payer les riches, le monde de la finance et les multinationales**, via une refonte radicale, solidaire et transparente des politiques fiscales, des monnaies et des dettes, aux différentes échelles appropriées, nationales, européenne et mondiale (globalisation des revenus, action déterminée contre la fraude et l'évasion fiscale, taxation progressive des revenus et des grandes fortunes, imposition minimale et taxation unitaire des multinationales, etc.).
3. **Renforcer et élargir la protection sociale, les services publics et non-marchands – y compris l'enseignement, l'économie sociale et solidaire, le logement social, l'action associative et la culture**. Tant pour refinancer les secteurs désargentés de la sécurité sociale que pour créer de nouveaux droits (augmentation du salaire minimum, réduction collective du temps de travail, individualisation des droits, protection des artistes, logement social de qualité, etc.). Il s'agit également de faire sortir de la logique de marché et du profit une série de secteurs essentiels, tels que l'énergie, la santé, la culture, le logement, les transports, la Poste, les banques, etc., afin de garantir une réappropriation et un contrôle citoyen sur ces productions de richesses essentielles.
4. **Investir en urgence dans la transition écologique** par des investissements publics dans les secteurs nécessaires à la pérennisation de la société (infrastructures énergétiques,

politiques publiques d'isolation du bâti, investissements dans la relocalisation, développement de l'agro-écologie paysanne, des transports publics et légers etc.).

III Construire un front démocratique

Au-delà des réponses apportées aux situations d'urgence, comment faire mouvement social dans la durée, et répandre dans les esprits et dans la réalité politique les 4 priorités ci-dessus ?

La situation actuelle représente tout autant une opportunité d'infléchir ou de renverser les structures du capitalisme qu'une immense menace de les conforter et de voir se renforcer un État autoritaire et discriminant.

Pour saisir cette opportunité, il nous faut construire un front d'alliances larges pour gagner un rapport de force favorable. Cela ne veut pas dire nier les spécificités. Par contre, il nous faut éviter l'éparpillement, ou pire, une division des forces qui nous rendrait incapables d'éviter que le scénario de 2008 ne se reproduise : socialisation des pertes via des « sauvetages » de grandes entreprises, licenciements massifs, nouvelles mesures d'austérité, pressions pour augmenter le rythme des privatisations, attaques supplémentaires sur les droits sociaux, la sécurité sociale et le code du travail, reprise de la course à la croissance et à la compétitivité, augmentation des inégalités et de la précarité, poursuite de la destruction des écosystèmes...

Pour ce faire, quoique conscient-es de l'urgence, nous refusons la précipitation politique. Un mouvement social large, solidaire, populaire, puissant et offensif ne se construit pas en quelques jours sur les réseaux sociaux.

Dès lors, nous instaurons un comité de liaison au service du front social, écologique et démocratique que nous appelons de nos vœux. Nous le faisons avec détermination, mais avec modestie : d'autres initiatives existent en Wallonie et à Bruxelles, y compris sectorielles, avec qui nous pouvons nous coordonner (si elles acceptent nos options fondamentales), et bien sûr en Flandre, au niveau fédéral et en Europe. Notre modestie consiste aussi à nous inspirer des mobilisations larges de ces 10 dernières années, en analysant leurs réussites et leurs limites.

Nous poursuivons les 3 objectifs suivants :

1. Gagner la bataille du récit

À court terme, nous voulons réfléchir et échanger entre nous pour empêcher qu'un récit réactionnaire ou néolibéral de la crise s'impose dans les esprits. Nous pouvons enrichir et compléter mutuellement les outils des un-es et des autres, et nous pouvons aussi chercher à produire des éléments communs pour un récit progressiste de cette crise et des alternatives.

2. Une mobilisation démocratique pour un nouveau pacte social, écologique et démocratique

Il s'agit de mettre en place un dispositif démocratique qui mobiliserait et articulerait les contributions du monde associatif, des collectifs militants, des syndicats, des mutuelles etc., afin d'initier, préparer et mettre en œuvre, dès l'automne 2020 et jusqu'en juin 2021, des **États généraux pour un pacte social, écologique et démocratique**. Le contexte a changé et notre société ne peut plus se permettre de reposer sur un pacte productiviste et propriétaire tel qu'il fut progressivement dessiné il y a un peu moins d'un siècle. Mais, comme notre histoire sociale le démontre, un pacte ne se décrète pas, il se gagne par la lutte.